



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES

**Faucardage et d'enlèvement de plantes aquatiques
sur le réseau navigable de l'UTI Saône Loire**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
1 chemin Jacques-de-Baerze
CS 36229
21062 DIJON Cedex

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation porte sur les prestations de faucardage et d'enlèvement de plantes aquatiques sur le réseau navigable de l'UTI Saône Loire.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux d'exécution : Réseau navigable de l'UTI Saône Loire

1.2 - Décomposition du contrat

La présente consultation n'est pas allotie. La prestation ne peut être scindée.

L'accord-cadre est mono attributaire.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur via la plateforme de dématérialisée des échanges PLACE.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de réalisation des prestations (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

L'émission des bons de commande issus de l'accord-cadre ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de ce dernier. L'exécution des bons de commande pourra quant à elle se prolonger au-delà du délai maximal de l'accord-cadre, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur confie au titulaire l'exécution de la totalité des prestations objet du présent accord-cadre, à l'exception des interventions pouvant être intégrées dans le cadre d'opérations spécifiques.

Dans l'hypothèse où l'ordre de service de démarrage des prestations interviendrait dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra en refuser l'exécution ni prétendre à une quelconque indemnité.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 - Ethique et respect des principes de développement durable

→ *Développement durable*

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans les pièces du marché. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations. Ce dernier prendra notamment connaissance des dispositions contenues dans la charte environnementale jointe au dossier de consultation des entreprises.

→ *Insertion par l'activité économique*

Le Maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer ce marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les différentes modalités de mise en œuvre de cette action d'insertion sont spécifiées dans le CCAP. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition, sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

L'association AGIRE - Communauté urbaine Creusot Montceau se tient à la disposition des entreprises pour les informer sur les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Votre contact :

Fabienne SERMESSE,
Facilitatrice des clauses sociales
AGIRE
5, avenue François Mitterrand,
71200 Le Creusot
Tél. 03.85.77.68.01 - Mail : f.sermesse@agire-cucm.fr

1°) L'engagement de l'entreprise attributaire

Pour l'exécution de ce marché, le titulaire s'engage à réaliser sur la durée du marché une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cet engagement représente un volume d'heures de 150h minimum à réaliser par an soit au global 300h minimum à réaliser sur les 2 années.

2°) Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés socioprofessionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné au 3° du présent article.

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi, les personnes en difficulté d'insertion professionnelle dont l'éligibilité doit être établie par le facilitateur mandaté par le maître d'ouvrage préalablement à leur mise à l'emploi parmi les catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) demandeurs d'emploi ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés (reconnaissance RQTH) demandeurs d'emploi ;
- Les allocataires de minima sociaux bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle,
- Les personnes prises en charge par les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail ;
- Les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ ... ;
- Public sous-main de justice.

En outre, le facilitateur de la clause sociale, mentionné au présent article, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

3°) Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par l'association AGIRE Creusot Montceau :

Dans ce cadre, le facilitateur (nom et coordonnées cités au présent article) a pour mission :

- d'informer l'entreprise des dispositifs d'insertion ;
- de proposer et de valider des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec l'entreprise.

4°) Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous

- **1ème option** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage...) ;
- **2ème option** : le recours à la sous-traitance ou la cotraitance avec une Structure d'Insertion par l'Activité Économique (ACI, EI...) ;
- **3ème option** : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :
 - d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou d'une entreprise de travail temporaire (ETT)
 - d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
 - d'une association intermédiaire (AI)

5°) Les modalités de contrôle de la mise en œuvre de la clause sociale

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire du marché transmettra chaque mois au facilitateur tous les renseignements utiles (contrat de travail, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, poste occupé...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les solutions à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

6°) Information RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à *l'association AGIRE*. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. *L'association AGIRE* est responsable du traitement des données collectées.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à : dpo@agire-cucm.fr ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données, 5, avenue François Mitterrand 71200 Le Creusot.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1.7 - Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires permettant de prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant l'exécution du présent marché doit être signalé sans délai et par écrit au maître d'ouvrage. Le titulaire doit prendre immédiatement toute(s) mesure(s) nécessaire(s) pour y mettre fin et en informe le maître d'ouvrage.

1.8 - Modifications du contrat

En application des articles R.2194-2 à 9 du Code de la Commande Publique, des modifications pourront être apportées au contrat par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG, un ordre de service introduisant un changement au contrat est obligatoire et doit être signé du représentant du pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse d'introduire des prix provisoires ou définitifs ou toute autre modification contractuelle notamment la modification des délais d'exécution ou encore l'augmentation du marché au-delà de son montant fixé à l'acte

d'engagement (sans ordre de service, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché).

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG FCS, les prix définitifs seront obligatoirement arrêtés par acte modificatif.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes techniques
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
 - La Charte environnementale de la DTCB
 - Les actes de sous-traitance et leurs actes modificatifs, le cas échéant
 - Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.
- Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.*

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché comprendra à minima l'Acte d'Engagement et la/les pièce(s) financière(s), les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles du marché.

3 - Intervenants

3.1 - Cotraitance

Il est demandé que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

3.2 - Sous-traitance

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues au Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° notifié en date du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31/12/1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en EUROS (€) et soumises aux modalités du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français."

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG, l'acheteur notifie uniquement au titulaire l'exemplaire de l'Acte spécial de sous-traitance qui lui revient. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

3.3 - Disposition particulières concernant le personnel du titulaire

Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans les meilleurs délais par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue.

L'intervenant remplaçant doit être agréé par la personne publique.

De même, toute évolution de la liste des intervenants et des suppléants éventuels mentionnée dans l'offre du titulaire doit être validée par la personne publique.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG (*dérogation au délai*).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, **et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date d'envoi de cette information.**

Par dérogation à l'article 3.4.3, l'acheteur se réserve le droit sans mise en demeure préalable de récuser les personnels du titulaire inadaptés à l'exécution des prestations sans avoir besoin de justifier sa décision.

Le titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité. Le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans le marché.

Récusation du personnel du titulaire par la personne publique :

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, de récuser le personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution de cette prestation sans que sa décision ait à être justifiée. La personne publique peut exiger le départ immédiat du personnel concerné en cas de faute de service.

Sans acceptation préalable de la personne publique, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans le délai de 5 jours calendaires. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

- Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard du maître d'ouvrage. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer au maître d'ouvrage dans les meilleurs délais les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- À son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

- Devoir de réserve

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielles les informations qu'il aura reçues de VNF avant la notification du marché, lors de l'exécution des travaux et après la fin du marché.

Dans les installations et locaux où il est amené à intervenir, le titulaire ne peut faire aucun enregistrement, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit (textuel, graphique, photographique, magnétique, informatique, etc.) qui ne soit strictement lié à l'exécution du présent marché.

Le titulaire et VNF s'engagent chacun à ne divulguer aucune information confidentielle en provenance de l'autre partie, qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Si des contraintes de discrétion ou de secret lui était notifiées en cours d'exécution, le titulaire ne pourrait prétendre ni à prolongation des délais d'exécution, ni à indemnités, à moins qu'il n'apporte la preuve que les obligations qui lui ont été imposées rendent l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Les obligations du présent article s'appliquent aux sous-traitants, que le titulaire s'engage à les leur communiquer. En cas de manquement à ces obligations, VNF peut retirer son acceptation du sous-traitant sans que soit diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

6 - Durée et délais d'exécution

Le présent contrat est conclu pour une année à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit tacitement 1 fois pour une durée maximum de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 2 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Les délais d'exécution des prestations seront fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, les prestations pour chaque bon de commande seront exécutées :

- Soit à compter de la date fixée dans le bon de commande ;

- Soit à compter de la date de notification du bon de commande ou de l'ordre de service valant démarrage des prestations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS et selon le tableau suivant :

Nature ou phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure	Lieux de mesure
Pluie	40 mm	24H	Station météo la plus proche du lieu d'exécution des prestations
Neige	50 mm	24H	
Gel	-5° C	24H	
Vent	80 km/h	24H	
Niveau d'eau	+40 cm par rapport au niveau national	24H	Échelle limnimétrique au droit de l'écluse ou d'un ouvrage référent

Par dérogation au CCAG, le décompte des journées d'intempéries est exprimé **en jours ouvrés**.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut également prescrire l'arrêt momentané des prestations ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées conformément aux prix renseignés dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre.

Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) comprend également des indications précises sur les modes d'exécution des prestations et leur mise en œuvre. Par la remise de leur offre, les candidats certifient avoir pris dûment connaissance de l'ensemble de ces informations.

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'amené et le repliement du matériel, en application du CCAG, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Les prix du marché sont exprimés hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de mai 2025** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes la première année puis **révisables (à compter de la date anniversaire du contrat)** par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- **Index (n)** : valeur de l'index de référence au mois n.
- **Index (o)** : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index EV4 « Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 ».

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire dès lors que montant des prestations exécutées par le titulaire (*et ses éventuels sous-traitants*) atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement des commandes issues de l'accord-cadre se fera par acompte et pourra être fractionné selon l'avancement des prestations.

Le calcul des acomptes ou factures sera effectué par le système de gestion informatique des marchés (de type MARCO) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du pouvoir adjudicateur.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation *(ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé)*.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101412
- Code service : 00061
- Numéro d'engagement juridique : Sera communiqué à la notification de chacun des bons de commande (respecter la casse EJ/61/2025/000XXXX)

L'utilisation de Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures ou demande de paiement reçues en dehors de ce portail seront systématiquement rejetées.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG, la notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai sera effectuée par le biais du profil d'acheteur UNIQUEMENT

Les ordres de services et tous autres actes d'exécution, sont notifiés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, via le profil acheteur, lorsque ceux-ci sont de son ressort.

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG, si la décision ou l'information fait courir un délai en heures, les délais commenceront à courir dès réception de l'AR de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par le profil acheteur, ce dernier devra adresser un courriel valant « accusé de réception » dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas bonne réception, il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après les dates et heure d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire a l'obligation de fournir une adresse électronique valide dans l'Acte d'Engagement. Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'Acte d'Engagement, le titulaire est tenu de fournir la nouvelle adresse sans délai au pouvoir adjudicateur.

En complément des dispositions du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution du marché.

Interventions d'urgence

Les interventions urgentes concernent tous risques pouvant entraîner des perturbations pour la navigation et la sécurité publique.

Elles seront effectuées sur simple appel téléphonique ou mail de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées au présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'Acte d'Engagement et confirmé ensuite par l'émission de bon(s) de commande.

Les interventions sont effectuées dans les délais maximum suivants :

- En heures ouvrables de jour (soit de 8h à 19h) : **délai maximal de 7 jours calendaires**
- En heures nuit (soit de 19h à 8h) : **délai maximal de 7 jours calendaires**
- En heures non ouvrables (samedi, dimanches et jours fériés) : **délai maximal de 7 jours calendaires**

Le délai commence à courir à partir de la réception de l'appel ou du courriel. Il est compté en jours de non-intervention.

En cas de non-respect des délais d'intervention, le titulaire encourt **une pénalité journalière de 500€.**

Période de préparation

Les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des prestations seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de l'émission de chacun des bons de commande.

Par ailleurs, le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail.

En outre, il est procédé, conjointement entre le titulaire et l'exploitant, à une visite du ou des sites afin de s'accorder sur la nature des singularités à lever, le cas échéant.

Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur

Dans un délai de 3 jours à compter du début de l'exécution des prestations de la période de préparation, le titulaire transmet par écrit au chef de l'entreprise utilisatrice :

- La date de leur première intervention sur le site ;

- La durée prévisible de leur intervention ;
- Le nom et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention sur le site ;
- Les noms de tous les sous-traitants ainsi que l'identification des prestations sous-traitées, le cas échéant ;
- Le nombre prévisible de salariés affectés aux prestations se déroulant sur le site, y compris ceux des sous-traitants ;
- Le nombre total prévisible d'heures de travail pour réaliser ces prestations, y compris les sous-traitants ;
- Le nom et lieu de travail des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque entreprise extérieure ;

Sécurité et installation de chantier du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations

L'opérateur économique qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement. Les dispositifs de sécurité mis en place par l'opérateur économique pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Le Domaine Public Fluvial est mis gratuitement à la disposition de l'opérateur économique, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux dans les conditions suivantes : un état des lieux sera réalisé contradictoirement avant et après la réalisation des prestations ; les lieux devront être remis en état.

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle du (des) service (s) concerné (s).

Elle doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue initialement.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions du présent CCAP.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail ainsi qu'au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Le matériel flottant pour la réalisation des prestations de faucardage en eau, la remorque de transport et le matériel de mise à l'eau ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de protection individuelle nécessaires à la sécurité du personnel sur le chantier.

Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

L'entrepreneur ne devra apporter aucune gêne au bon déroulement de la navigation fluviale et limiter au maximum ses interventions sur les parties concernées par les vélo routes.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques y compris sur le domaine public fluvial confié (DPF).

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service, conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions décrites au CCTP de la présente opération.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, l'absence de notification de la décision expresse du pouvoir adjudicateur n'entraîne pas la validation tacite mais simple ajournement.

13 - Garantie des prestations / Remises en état

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités quelles qu'elles soient sont appliquées sur simple constat du retard ou du fait générateur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités seront appliquées sans mise en oeuvre des modalités de discussion préalables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités appliqué au titulaire ne pourra excéder 20% du montant en € HT du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le point de départ de réalisation des prestations n'est pas respecté, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, **une pénalité fixée à 300€ (intervention planifiée) et à 500€ (intervention urgentes)**.

Ces forfaits s'appliquent aussi en cas de retard dans les délais d'exécution de ces mêmes prestations.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, **le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant maximum TTC de l'accord-cadre**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus après exécution	Journalière	200 €	
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	300 €	<i>Par infraction constatée</i>
Retard dans le repliement des installations et la remise en état des lieux	Journalière	200 €	
Infraction aux règles de gestion des déchets	Forfaitaire	300 €	<i>Par infraction constatée</i>
Non-respect des engagements en matière de protection et de préservation de l'environnement	Forfaitaire	500 €	<i>Par infraction constatée</i>
Absence à une réunion	Forfaitaire	300 €	<i>Par absence</i>
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion	Journalière	150 €	<i>Par jour de retard faisant suite à la mise en demeure de la maîtrise d'ouvrage</i>
Non-respect des obligations relatives à la clause sociale imputable à l'entreprise attributaire	Forfaitaire	60 €	<i>Par heure non réalisée</i>

16 - Assurances

Tout titulaire (*mandataire et co-traitants inclus*) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation **AVANT la notification du marché**, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie, dans les délais prescrits aux documents du marché.

La notification du marché ne pourra pas être faite si ces attestations ne sont pas fournies.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivantes, pour les prestations intellectuelles :

- Dommages corporels : 4 500 000 euros par sinistre
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 euros par sinistre

Les montants de garantie minima indiqués ci-avant se limitent aux polices d'assurance du seul titulaire et ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité.

Il appartient au(x) titulaire(s) de souscrire des montants de garantie à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'appréciation du niveau de garantie susvisé est globale.

Ils doivent dresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

En cas de couverture insuffisante (pour le titulaire) ou d'absence de couverture du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations HT. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie du compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

20- Dérogations

- L'article 1.8 du CCAP déroge aux articles 23 et 23.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.6.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6 du CCAP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 3.1.1 et 3.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge aux articles 14, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services